

<https://www.pressegauche.org/Des-groupes-environnementaux-Le-Fonds-canadien-pour-les-energies-propre-ne-doit>



Des groupes environnementaux : Le Fonds canadien pour les énergies propre ne doit pas financer la pollution nucléaire !

Date de mise en ligne : mardi 13 avril 2021



**RALLIEMENT CONTRE LA
POLLUTION RADIOACTIVE**

- Politique canadienne - Environnement -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

OTTAWA, le 7 avril 2021 - Une coalition de citoyens et de groupes environnementaux demande que le gouvernement canadien exclue les technologies nucléaires polluantes de son prochain budget. « *Mieux vaut investir dans les énergies vraiment propres et renouvelables* », disent-ils.

Le gouvernement fédéral a récemment versé 70,5 millions\$ à des entreprises privées de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick pour les aider à mettre au point de nouvelles générations de réacteurs nucléaires. Les critiques dénoncent ces dons et demandent que le gouvernement du Canada exclue les petits réacteurs modulaires (PRM) des technologies admissibles au Fonds pour l'énergie propre annoncé dans le discours du Trône.

Dans un geste d'écoblanchiment évident, le gouvernement fédéral a fait alliance avec l'industrie nucléaire et avec les provinces de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de la Saskatchewan pour déguiser l'énergie nucléaire en « énergie propre ». L'uranium utilisé comme combustible a laissé un héritage dévastateur de poisons radioactifs dans les Premières nations et dans les petites collectivités, partout au Canada.

Le combustible irradié des réacteurs nucléaires contient inévitablement de nombreux éléments radioactifs qui vont rester dangereux pendant des centaines de milliers d'années. Le « recyclage » dont parle l'industrie nucléaire se résume à détourner ces éléments radioactifs vers d'autres types de déchets. Aucun endroit sur la planète n'a jamais été autorisé à stocker ces polluants « immortels » en sécurité.

Plus de 100 groupes militants, autochtones ou citoyens de tout le Canada, ont approuvé une déclaration publique contre le financement fédéral des futures technologies nucléaires, dont l'Église Unie du Canada, l'Association canadienne des médecins pour l'environnement, la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités, le Climate Action Network et Équiterre.

Les groupes sont solidaires de l'Assemblée des Premières Nations, des Chefs de l'Ontario et du Grand Conseil Wolastoq au Nouveau-Brunswick qui ont tous exigé que le gouvernement fédéral cesse de financer de nouveaux réacteurs nucléaires qui vont toujours produire davantage de déchets radioactifs.

Les critiques disent que les 70,5 millions de dollars dépensés jusqu'à présent par le gouvernement fédéral ne seraient qu'une goutte d'eau par rapport aux énormes besoins des industries nucléaires en démarrage dans le secteur privé. La mise au point de chaque nouveau réacteur pourrait coûter jusqu'à 2 milliards de dollars avant même qu'on commence à les construire.

Les concepts mis de l'avant se basent sur des technologies qui n'ont pas fait leurs preuves et dont la mise au point exigera au moins une décennie, sans aucune garantie de pouvoir ensuite les commercialiser avec succès. Ils ne seront pas prêts à temps pour contribuer à l'atteinte des objectifs climatiques du Canada en matière de réduction des gaz à effet de serre.

Un rapport récent de la Coalition du budget vert, composée de 25 organisations environnementales canadiennes, déclare que : « *Le gouvernement fédéral devrait cesser d'appuyer le développement des PRM.* » Selon cette Coalition, les subventions indirectes à l'industrie nucléaire - comme la désresponsabilisation de l'industrie en cas d'accident et le partage des risques avec le secteur privé en matière de déchets- ne devraient pas non plus figurer au budget fédéral.

Des organismes internationaux ont également souligné les perspectives d'avenir lamentables des PRM et de l'énergie nucléaire dans les interventions climatiques. Le 2020 World Nuclear Industry Status Report a conclu que l'investissement dans ces nouvelles technologies nucléaires agira trop lentement pour contrer la crise climatique, par rapport à un investissement similaire dans les énergies renouvelables qui ont fait leurs preuves.

CITATIONS

« Le financement de nouvelles technologies nucléaires est un mauvais investissement - une perte de temps et d'argent, et il retarde une action climatique réelle. Les Canadiens veulent une énergie abordable qui ne pollue pas l'environnement. Pourquoi investirions-nous dans des technologies non éprouvées qui, si jamais elles fonctionnent, coûteront de deux à cinq fois plus cher que les énergies renouvelables éprouvées ? Les dirigeants autochtones de tout le pays s'opposent à la construction de réacteurs nucléaires et au stockage de déchets nucléaires sur leur territoire parce qu'ils contiennent des poisons radioactifs « immortels ».

- ▶ Pr Susan O'Donnell, Coalition pour un développement énergétique responsable (CRED) au Nouveau-Brunswick

« Le fait d'investir dans une technologie nucléaire de nouvelle génération qui n'a pas fait ses preuves n'est qu'une distraction sale et dangereuse dans la lutte contre la crise climatique. Pourquoi opterions-nous pour une électricité plus coûteuse et pourquoi accepterions-nous les risques de l'industrie nucléaire alors que nous disposons d'une technologie renouvelable sûre et prometteuse dès maintenant ? Nous devons passer rapidement à un système électrique sans carbone, plutôt que d'investir dans un système énergétique en proie à des retards et à des dépassements de coûts. Le nouveau nucléaire ne peut tout simplement pas nous y amener à temps. »

- ▶ Kerrie Blaise, conseillère juridique des Services du Nord, Association canadienne du droit de l'environnement

« Plusieurs études ont démontré que l'électricité des futurs petits réacteurs modulaires sera plus chère que l'électricité des grandes centrales nucléaires, qui ne sont elles-mêmes pas compétitives sur le marché actuel de l'électricité. Il n'existe pas de marché viable pour les petits réacteurs modulaires. Même la construction d'usines de fabrication de ces réacteurs ne serait pas un investissement financier solide. »

- ▶ M. V. Ramana, École des politiques publiques et des affaires mondiales, Université de la Colombie-Britannique

Ralliement contre la pollution radioactive